



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté DRE n° 2012-200 du 9 novembre 2012 imposant au mandataire judiciaire de la Société Laboratoires des Technologies de Communication (L.T.C.) les conditions de mise en sécurité des installations classées pour la protection de l'environnement situées à Saint-Cloud, 14, boulevard Sénart



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu** le Code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L.511-1, L.514-1 et R.512-39-2,
- Vu** l'Arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment l'article 27 alinéa 7-c-3ème paragraphe,
- Vu** le Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets,
- Vu** l'Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juin 1989, fixant les conditions d'exploitation des installations classées sous les rubriques 111, 112/2, 223 et 251/2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, exploitées par la Société Laboratoires des Technologies de Communication (L.T.C.) à Saint-Cloud, 14, boulevard Sénart,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mars 2005, abrogeant les conditions 5 et 10 de l'arrêté précité et fixant des nouvelles conditions d'exploitation,
- Vu** la déclaration du 10 février 2012 de Maître Patrick LEGRAS DE GRANDCOURT, mandataire judiciaire, représentant la Société L.T.C., demeurant à Nanterre, 31, avenue de la Fontaine de Rolle, par laquelle il a déclaré la cessation de l'exploitation des installations classées sous les rubriques 2564/1, 2910/A/2 et 2950/2/a de la nomenclature des installations classées de l'établissement localisé 14, boulevard Sénart et 46/48 quai Carnot, à SAINT-CLOUD, à compter du 15 décembre 2011,
- Vu** le récépissé de cessation d'activité délivré le 16 mars 2012,
- Vu** le rapport en date du 14 août 2012 de Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, constatant que la mise en sécurité du site n'est pas complète puisqu'il demeure dans l'entreprise des produits chimiques, neufs pour la plupart d'entre eux, des déchets non dangereux tels que des bobines de films ou des cartons d'emballage, et les équipements qui n'ont pas encore été vendus, et proposant d'encadrer par un arrêté complémentaire les conditions de cette mise en sécurité,
- Vu** la lettre en date du 7 septembre 2012, informant Maître LEGRAS DE GRANDCOURT des propositions formulées par Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement et de la faculté qui lui était réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),
- Vu** le courrier du 14 septembre 2012, de Maître LEGRAS DE GRANDCOURT, présentant des observations et demandant des délais d'application de l'arrêté proposé,

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

SERVEUR VOCAL INTERACTIF : 0821.80.30.92 / COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

STANDARD : 01.40.97.20.00 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21 / INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

~~Vu l'avis du CODERST, en date du 18 septembre 2012,~~

Vu la lettre en date du 4 octobre 2012, communiquant à Maître LEGRAS DE GRANDCOURT un projet d'arrêté établi en fonction de l'avis émis par le CODERST et lui demandant de formuler d'éventuelles observations dans un délai de 15 jours,

Vu l'absence de réponse à mon courrier du 4 octobre 2012,

Considérant que Monsieur Patrick LEGRAS DE GRANDCOURT a été désigné comme mandataire judiciaire de la Société Laboratoires des Technologies de Communication, située à Saint-Cloud, 14, boulevard Sénart, par jugement en date du 15 décembre 2011 du Tribunal de Commerce de Nanterre,

Considérant que le mandataire judiciaire a déclaré la cessation d'exploitation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement du site par courrier du 10 février 2012, que la notification de cette cessation a donné lieu à la notification du récépissé de cessation d'activité réglementaire, signé le 16 mars 2012, qui ne préjuge pas de la suite donnée aux opérations de remise en état,

Considérant qu'en raison de la procédure de liquidation judiciaire engagée à l'encontre de la Société Laboratoires des Technologies de Communication et de la cessation d'exploitation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, il convient de fixer par arrêté complémentaire les conditions de mise en sécurité du site,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ARRETE

TITRE I – Généralités

ARTICLE 1.1 :

La Société Laboratoires des Technologies de Communication (L.T.C.), représentée par Monsieur Patrick LEGRAS DE GRANDCOURT, mandataire judiciaire, demeurant à Nanterre, 31, avenue de la Fontaine de Rolle, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté concernant le site localisé à Saint-Cloud, 14, boulevard Sénart.

TITRE II – Mise en sécurité du site

ARTICLE 2.1 : Mise en sécurité du site.

La Société L.T.C., ou son représentant, est tenue de prendre toutes les mesures pour **assurer la mise en sécurité** du site.

Pour ce faire, la Société L.T.C. doit, **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- Procéder à l'évacuation des produits et déchets dangereux et non dangereux encore présents sur le site ;
- Supprimer les risques d'incendie et d'explosion et, notamment, s'assurer du dégazage et de la neutralisation des cuves enterrées après les avoir vidées de leur contenu et s'assurer du retrait des fluides des compresseurs frigorifiques.

Par ailleurs, la Société L.T.C. doit, **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, procéder à l'évacuation des équipements et machines encore présents sur le site.

~~Les interdictions et limitations d'accès au site, déjà en place, doivent être maintenues jusqu'à la réhabilitation du site.~~

ARTICLE 2.2 : Gestion des déchets à évacuer.

La Société L.T.C. ou son représentant effectue la séparation des déchets, de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

~~Les déchets entreposés avant leur traitement ou leur élimination doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (intervention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier les entreposages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.~~

La Société L.T.C. ou son représentant fait éliminer les déchets dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement. Elle s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur du site doit être accompagné d'un bordereau de suivi des déchets en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions de la partie réglementaire du code de l'Environnement relatives au transport par route, au négoce et au courtage de déchets (article R.541-49 et suivants du code de l'environnement). La liste mise à jour des transporteurs utilisés par la Société L.T.C. et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors de chaque enlèvement et transport, la Société L.T.C. doit s'assurer lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations applicables en la matière.

ARTICLE 2.3 : Incidents et accidents.

Pendant les opérations de mise en sécurité, toutes les dispositions seront prises pour prévenir les incidents et les accidents de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement ainsi que pour en limiter les conséquences.

Les incidents ou les accidents doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.4 : transmission du mémoire de mise en sécurité du site.

A l'issue des opérations de mise en sécurité du site, et en tout état de cause dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la Société L.T.C. transmet à l'inspection des installations classées un mémoire qui comprend notamment les éléments suivants :

- la description complète des mesures prises pour la mise en sécurité du site,
- les justificatifs d'élimination des déchets et notamment, pour les déchets dangereux, les bordereaux de suivi des déchets dûment complétés,
- les justificatifs de reprise des produits et équipements destinés à être réemployés par d'autres sociétés.

TITRE III – Surveillance des eaux souterraines

ARTICLE 3.1 : Surveillance des eaux souterraines.

La Société L.T.C. ou son représentant est tenue de surveiller les effets de l'installation sur l'environnement. Aussi, une surveillance de la qualité des eaux de la nappe des alluvions au droit du site ~~est mise en place.~~

Les campagnes de surveillance des eaux souterraines sont effectuées au moins deux fois par an, une en période de basses eaux et une en périodes de hautes eaux ; **une première campagne est menée avant la fin de l'année 2012.**

Les prélèvements sont effectués sur chacun des trois piézomètres existant sur le site (Pz1bis, Pz2 et Pz3). Les prélèvements sont réalisés conformément aux normes en vigueur. La mesure de la hauteur d'eau dans les ouvrages doit être effectuée préalablement à toute campagne de prélèvement afin de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines.

Les analyses de ces prélèvements portent sur les paramètres suivants :

- les hydrocarbures totaux,
- l'ensemble des composés organiques volatils (C.O.H.V.)
- les BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylène),
- les cyanures totaux,
- le plomb,
- l'arsenic.

En cas de présence d'une phase flottante d'hydrocarbures, sa hauteur sera mesurée. Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur par un organisme accrédité.

Par ailleurs, concernant l'ensemble des ouvrages exploités pour la surveillance de la nappe, les piézomètres doivent être nivelés et protégés contre les risques de détérioration. Les ouvrages font l'objet d'un entretien et d'un contrôle réguliers. Tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement sera signalé sans délai à l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation des ouvrages, et afin d'éviter la pollution de la nappe d'eau, toutes les mesures appropriées seront prises pour leur comblement dans les règles de l'art.

ARTICLE 3.2 : Analyse et transmission des résultats relatifs à la surveillance des eaux.

Les résultats de la surveillance des eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception sous forme d'un rapport comportant une analyse des résultats, une comparaison par rapport aux valeurs antérieures et aux valeurs de référence sur la qualité des eaux souterraines, ainsi que des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux. Des mesures de gestion devront être proposées en cas de dérive.

En fonction des résultats obtenus, la fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection des installations classées.

L'exploitant, ou son représentant, réalise un bilan de la surveillance des eaux souterraines tous les quatre ans qui est adressé à Monsieur le Préfet au plus tard dans les six mois suivant son achèvement. Le cas échéant, sur la base de propositions de l'exploitant, au regard des évolutions constatées sur la période quadriennale écoulée, de nouvelles modalités de surveillance pourront être appliquées après accord de l'inspection des installations classées.

TITRE IV – Mesures prévues pour la réhabilitation du site

ARTICLE 4.1 : Schéma conceptuel.

L'exploitant, ou son représentant, est en mesure d'identifier, de localiser et de caractériser les sources à l'origine des pollutions et les voies de transfert possibles, puis de caractériser les impacts de la ou des sources sur l'environnement. Sur cette base, l'exploitant est tenu de construire un schéma conceptuel en tenant compte notamment de l'usage futur du site déterminé selon les modalités définies à l'article R.512-39-2 du code de l'Environnement.

Cette démarche se fera sur la base des éléments des diagnostics du site déjà réalisés et, le cas échéant, sur la base d'études et investigations complémentaires à partir du moment où ces compléments permettent d'améliorer la connaissance des phénomènes en jeu et/ou l'état des milieux.

ARTICLE 4.2 : propositions de mesures de gestion.

A partir du schéma conceptuel, l'exploitant, ou son représentant, doit proposer les mesures de gestion qu'il mettra en œuvre pour :

- en premier lieu, supprimer les sources qui, au vu des résultats des diagnostics, présentent une pollution significative. L'absence de suppression de sources de pollution pourra être justifiée sur la base d'une démarche « coûts-avantages » prenant en compte les enjeux économiques, environnementaux et sanitaires ;
- en second lieu, maîtriser les voies de transfert (toujours à l'appui d'une démarche « coûts-avantages ») ;
- au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec l'usage futur du site déterminé selon les modalités définies à l'article R.512-39-2 du code de l'Environnement.

Un second schéma conceptuel, tenant compte de ces mesures de gestion, devra être établi par l'exploitant, ou son représentant.

ARTICLE 4.3 : Délais d'exécution.

L'exploitant, ou son représentant, adresse sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les schémas conceptuels et les propositions de mesures de gestion en application du présent arrêté.

TITRE V – Voies de recours et publicité

Article 5.1 : Voies et délais de recours.

Recours contentieux :

En application de l'article L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.

~~Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le~~
voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte
portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à
déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

~~soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des~~
Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.

- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement
durable et de l'Energie, Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 - La DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois
à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera
possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 5.2 :

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par
Maître Patrick LEGRAS DE GRANDCOURT, mandataire judiciaire, représentant la Société
L.T.C.
- d'autre part, à la Mairie de Saint-Cloud, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un
mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

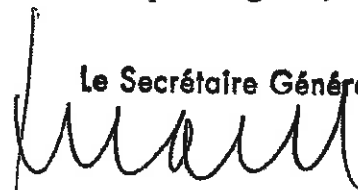
ARTICLE 5.3 :

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Maire de Saint-Cloud, Monsieur le Directeur Régional et
Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement en Ile-de-France, Monsieur l'Inspecteur Général,
Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de
l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 9 novembre 2012

le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général



Didier MONTCHAMP